

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3704 - VENDREDI 20 MARS 2020

COVID-19

Ecoles, terrasses et églises fermées pendant quatre semaines

De la suspension dès ce 20 mars, des vols en provenance des pays à risque et de transit à l'imposition faite aux passagers, à leur arrivée aux frontières nationales, de se soumettre au prélèvement de la température, autant dire que l'accès au territoire congolais n'est plus à la portée de qui veut. Ainsi en a décidé le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, dans son message du 18 mars sur le Covid-19.

En outre, les rassemblements de plus de vingt personnes sur les lieux publics en dehors du domicile familial sont interdits, pendant que les écoles, les universités et autres instituts supérieurs officiels et privés resteront fermés pendant quatre semaines à dater du 19 mars.

Page 3



La ville de Kinshasa au quotidien

MINES

La production du cuivre en RDC a augmenté de 17% en 2019



Un site minier dans l'ex Katanga

La production de cuivre en RDC a atteint 1,433 million de tonnes en 2019. La demande mondiale en matière de cuivre devrait augmenter de 900% d'ici 2027, a notamment fait savoir Robert Friedland, fondateur et président de la société minière canadienne Ivanhoe Mines, cité par ibtimes.com.

Robert Friedland a déclaré, se-

lon la source, vouloir faire de la RDC, la plus grande productrice de cuivre au monde en raison de la demande croissante de l'industrie des véhicules électriques et d'autres secteurs. Le cuivre sera également nécessaire dans les projets d'énergie éolienne et solaire ainsi que dans l'industrie de la climatisation.

Page 2

PRISONS DE LA RDC

La FBCP s'inquiète du sort des prisonniers

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) a salué les mesures prises par le chef de l'Etat congolais dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus. L'ONG se dit inquiète du surpeuplement des institutions carcérales de la RDC et du sort de leurs pensionnaires exposés à la famine. Concernant les mesures prises par le président Tshisekedi, spécialement celle d'éviter les attroupements, la FBCP estime que les prisonniers seront indubitablement affectés étant donné que leurs dortoirs ne sont pas désinfectés. L'association prône le désengor-



Quelques pensionnaires de l'ex prison de Makala (photo John Bompengo)

gement des prisons en RDC tout en plaidant pour l'humanisation des conditions carcérales.

Page 4

FOOTBALL

La Fécofa annule le stage des Léopards A' à Libreville

Page 5

MINES

La production du cuivre en RDC a augmenté de 17% en 2019

La production de cuivre en RDC a atteint 1,433 million de tonnes en 2019. La demande mondiale en matière de cuivre devrait augmenter de 900% d'ici 2027, a notamment fait savoir Robert Friedland, fondateur et président de la société minière canadienne Ivanhoe Mines, cité par ibtimes.com.

Robert Friedland, indique ibtimes.com, a déclaré vouloir faire de la RDC, le plus grand producteur de cuivre au monde en raison de la demande croissante de l'industrie des véhicules électriques et d'autres secteurs. A cet effet, Il a déclaré que son entreprise construisait "trois des meilleures mines au monde" à travers son projet de cuivre Kamao-Kakula en RDC, et a ajouté qu'il est à la recherche de sa prochaine grande mine de cuivre dans le pays. « L'ensemble du système électrique consomme énormément de cuivre. Toutes les voitures électriques utilisent désormais quatre fois plus de cuivre que les voitures à essence conventionnelles », a-t-il déclaré, citant également l'émergence de bus électriques à Londres et plus de 100 programmes d'avions électriques différents à travers le monde.

Le cuivre sera également nécessaire dans les projets d'énergie éolienne et solaire ainsi que dans l'industrie de la climatisation. Par ailleurs, indique les spécialistes, un peu moins de la moitié de la demande de cuivre est destinée à l'industrie électronique. Le reste est utilisé pour alimenter une gamme de machines industrielles, de véhicules et de produits de consommation. Pour la plupart, aucune autre matière première ne peut remplacer le cuivre.

Selon un rapport du McKinsey Global Institute, la demande de cuivre primaire pourrait atteindre 31 millions de tonnes d'ici 2035, une augmentation de 43% par



Une concession minière

rapport aux 22 millions de tonnes (MT) d'aujourd'hui. La production minière totale en 2019 n'était que de 20 MT, selon l'US Geological Survey. McKinsey prévoit que la majorité de la demande future proviendra de la Chine, où la consommation de cuivre par habitant passera probablement de 7,2 kg par personne à 11-12 kg d'ici 2035. La RDC, a indiqué Robert Friedland, est sur le point de bénéficier de cette immense demande de cuivre. Ivanhoe prévoit que la mine Kamao-Kakula commencera sa production au troisième trimestre de 2021.

Le projet de cuivre Kamao-Kakula est une coentreprise entre Ivanhoe Mines (39,6%), le groupe minier chinois Zijin (39,6%), Crystal River Global Ltd. (0,8%) et le gouvernement de la RDC (20%). Elle figure déjà parmi les plus grandes

mines de cuivre du monde, avec un pic de production annuelle qui devrait dépasser 700 000 tonnes. Le Chili est actuellement le plus grand producteur de cuivre au monde, tandis que la RDC est le premier producteur de cuivre d'Afrique. Robert Friedland a déclaré que la mine Kamao-Kakula pourrait produire jusqu'à 700 000 tonnes de cuivre si elle était pleinement développée - l'équivalent de près de 6% de la demande annuelle de la Chine. La concession minière est évaluée à 10 milliards de dollars au moins. Robert Friedland s'est associé à des partenaires chinois, dont certains possèdent déjà de riches gisements de cuivre et de cobalt en RDC. « Les Chinois sont plus que disposés à être des acheteurs stratégiques de ces actifs », a déclaré Norman MacDonald,

gestionnaire de fonds canadien chez Invesco, cité par le même média. Cependant, explique-t-on, la crise de coronavirus en Chine, premier consommateur mondial de cuivre, a plongé les marchés dans une profonde tourmente et une grande incertitude. Le prix du cuivre a baissé d'environ 7% depuis le début de l'année.

Une courbe ascendante à partir du deuxième trimestre 2020. L'agence de notation financière internationale Fitch vient de réviser à la hausse ses prévisions pour les prix du cuivre, qui devrait reprendre timidement une courbe ascendante à partir du deuxième trimestre 2020. Selon le nouveau rapport de Fitch, la production mondiale de mines de cuivre connaîtra une croissance régulière au cours des prochaines années. Les analystes de Fitch

prévoient que la production mondiale de mines de cuivre augmentera d'un taux annuel moyen de 3,1% sur 2020-2029, la production totale passant de 20,3 à 26,8 millions de tonnes au cours de la même période. La croissance de la production mondiale de cuivre dépassera 4% par an en 2021, 2022 et 2023, le Pérou et la République démocratique du Congo (RDC) enregistrant une croissance de production particulièrement forte. Néanmoins, Fitch a révisé ses perspectives sur la RDC, après que Glencore a mis la mine Mutanda, qui produisait près de 200000 tonnes de cuivre et 27000 tonnes de cobalt par an, en entretien et maintenance en novembre.

Par ailleurs, Fitch s'attend à ce que les mineurs de cuivre chinois restent déterminés à investir dans des gisements de cuivre à l'étranger pour sécuriser l'accès aux matières premières, comme en témoigne l'investissement de 146 millions de dollars US de Zijin Mining en octobre 2019 dans Ivanhoe Mining, ce qui en fait le deuxième plus grand actionnaire de la société développant la mine de cuivre de Kamao-Kakula en RDC. Selon Africa intelligence, la Société minière du Katanga (Somika) serait en passe de doubler sa production de cuivre d'ici fin 2020. L'entreprise congolaise produit, pour l'instant, 24 000 tonnes de cuivre par an dans une usine du Haut-Katanga. La Somika prévoirait ainsi de lancer deux autres unités non loin au cours de l'année.

Patrick Ndongidi

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor Ngampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda

Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteurs en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombe/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces
Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Gyllin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MARCHÉ SOUS PRESSION

Les stocks disponibles résistent, mais les prix s'envolent

Une éventuelle prolongation dans le temps des mesures drastiques du gouvernement de la République auraient des effets d'entraînement incalculables. Dans un communiqué datant du 19 mars, le ministère de l'Économie nationale a mis en garde toute violation des dispositions légales en matière de fixation des prix au cours de cette période difficile.

Le ministère de l'Économie nationale promet des « sévères sanctions » aux opérateurs économiques qui ne respectent pas les dispositions légales en matière de fixation des prix. Le communiqué officiel portant la signature de la ministre Acacia Bandubola Mbonga demande aux milieux des affaires d'afficher une attitude de responsabilité et de solidarité au gouvernement de la République et à la population. Il leur est interdit « de ne pas augmenter les prix des biens et services de manière intempestive, surtout des produits alimentaires et sanitaires indispensables en cette période de crise liée à la pandémie de coronavirus ».

Entre-temps, sur le terrain, le marché enregistre une tendance haussière des produits de première nécessité. La bonne nouvelle est sans doute la disponibilité des stocks, mais le calcul change immédiatement s'il

« de ne pas augmenter les prix des biens et services de manière intempestive, surtout des produits alimentaires et sanitaires indispensables en cette période de crise liée à la pandémie de coronavirus »

faut envisager une prolongation des mesures drastiques dans le temps. En effet, dans ce cas de figure, le marché devrait enregistrer inévitablement une certaine contraction de l'offre et de la demande, qui faciliterait à son tour l'envol des prix intérieurs.

En dépit d'une certaine évolution de l'économie nationale (secteur du commerce, etc.), le constat malheureux est que le pays reste un gros consommateur des produits de première nécessité importée de l'étranger. La fermeture des frontières pour une période donnée dans plusieurs pays de la région et du monde ne sera pas sans effet sur les quantités disponibles pour continuer à faire face à une demande intérieure en croissance.

Laurent Essolomwa

COVID 19

Ecoles, universités, terrasses et églises fermées pendant quatre semaines

Le chef de l'Etat congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, s'est adressé à la nation le mercredi 18 mars et a annoncé les nouvelles dispositions auxquelles le pays est soumis afin de faire face au coronavirus.

Les mesures concernent notamment l'interdiction des rassemblements de plus de vingt personnes sur les lieux publics en dehors du domicile familial et la fermeture des écoles, universités, instituts supérieurs officiels et privés sur l'ensemble du territoire national pendant une durée de quatre semaines à dater du jeudi 19 mars. Les activités sportives dans les stades et autres lieux de regroupement, l'ouverture des discothèques, bars, cafés, terrasses, restaurants et églises sont également interdites jusqu'à nouvel ordre. Selon les nouvelles instructions, les deuils ne seront organisés ni dans les salles, ni dans les domiciles. Les dépouilles mortelles seront conduites directement de la morgue au lieu d'inhumation en nombre restreint d'accompagnateurs.

Il a également été décidé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, dès ce vendredi 20 mars, de tous les vols en provenance des pays à risque. Seuls les avions cargos et autres moyens de transport de frets seront autorisés à accéder au territoire national et leurs personnels seront soumis au contrôle.

A toutes les frontières de la RDC, il sera imposé à tous les passagers de remplir une fiche de renseignements et de se soumettre scrupuleusement à l'obligation de lavage des mains et du prélèvement de la température.

Désormais, a précisé le chef de l'Etat, une quarantaine de quatre jours maximum sera imposée à toute personne suspectée de Covid-19 à l'issue du prélèvement de la température. Elle sera soumise à un examen approfondi et au besoin à un internement dans les hôpitaux prévus pour les personnes testées positives. Pour parer à toute éventualité, tous les postes d'entrée maritime, fluvial, lacustre et terrestre de la RDC seront dotés des dispositifs nécessaires pour renforcer le contrôle des passagers en provenance de l'étranger. Les nouvelles mesures obligent systématiquement les voyageurs en partance de Kinshasa vers les provinces du pays de se soumettre au contrôle nécessaire dans le but d'éviter la propagation de la pandémie de Coronavirus sur le reste du territoire congolais.

Jeannot Kayuba

Caritas Congo met en garde son personnel contre la menace

Tout personnel ou visiteur de Caritas Congo devra être soumis au respect des mesures d'hygiène comme l'exigent les autorités du pays pour freiner la propagation du nouveau coronavirus.

Caritas Congo ASBL redoute la présence du coronavirus qui a été signalée à Kinshasa. Lors de la prière hebdomadaire du mercredi 18 mars à la Chapelle Saint-Jean XXIII, l'abbé Eric Abedilembe, Premier secrétaire exécutif adjoint de la Caritas Congo ASBL, a annoncé que les agents en arrivant le matin à bord des véhicules de service se laveront désormais les mains à l'entrée de la concession.

Le prêtre a ajouté que les visiteurs venant à la Caritas Congo ASBL se plieront à la même précaution, face au danger réel que représente, selon lui, le coronavirus dans la capitale. L'abbé Eric Abedilembe a demandé aux agents de la Caritas Congo ASBL de ne pas minimiser ce danger ou de le tourner en dérision. L'abbé a fait savoir au personnel réuni en prière que la Caritas Internationa-



Un lave-mains installé dans l'enceinte de Caritas

lis a vraiment pris au sérieux la pandémie du Coronavirus qui cause des dégâts à grande échelle à travers le monde entier en termes de contaminations et de décès. Il a insisté

auprès des agents pour qu'ils respectent les précautions en usage, afin de ne pas devenir une chaîne de contamination. A en croire le prêtre, la Caritas Cogo enverra la même infor-

mation sur le coronavirus aux Caritas diocésaines membres de son réseau national en RD Congo. Il a, par ailleurs, annoncé la mise sur pied prochainement d'un groupe de

réflexions sur le Covid-19 au sein de la Caritas nationale. Il a apprécié l'installation des lave-mains dans l'enceinte de la Caritas nationale pour les soins de manière régulière.

Blandine Lusimana

Deux footballeurs de souche congolaise concernés par la pandémie

Les deux joueurs évoluant en Europe ont contracté la maladie.

Le milieu de terrain international français Blaise Matuidi de la Juventus de Turin en Italie, pays le plus touché en Europe par l'épidémie, a été contaminé par le Covid-19, a annoncé le site du club transalpin dans la soirée du mardi 12 mars 2020. Il est deuxième joueur de la Juve testé positif après le défenseur Daniele Rugani. Blaise Matuide a été placé en isolement volontaire à son domicile depuis le mercredi 11 mars.

Réagissant sur twitter par rapport à son état de santé, l'ancien joueur du Paris-Saint-Germain a indiqué : « Je suis positif, je suis fort, le moral est bon. Je suis positif, nous ressortirons collectivement plus forts de cette épreuve. Merci pour vos messages d'amitié et de soutien. Restons disciplinés et unis. Je suis positif, nous allons le faire. ». Le champion du monde français avec quatre-vingt-quatre



Blaise Matuidi

sélections est attentivement suivi par les professionnels de santé. La Juve a aussi annoncé que dix joueuses de son équipe féminine sont également mises en quarantaine après avoir été en contact avec une personne ayant contracté le Covid-19 lors du voyage aller et retour pour l'Algarve Cup.

Joel Zakarias Kabongo, défenseur central congolais de Brondby (D1 Danemark), a lui aussi été placé en isole-

ment, ainsi que treize autres membres du personnel du club danois, après un contrôle positif de Thomas Kahlenberg, ancien international danois. Ce dernier est venu animer une conférence à Brondby où il a fini sa carrière évolué à Wolfsburg en Allemagne et Auxerre en France. Thomas Kahlenberg aurait été infecté aux Pays-Bas.

Joël Kabongo et les membres étaient donc en contact avec

le conférencier atteint. Mais Jusque-là, rien n'a été diagnostiqué sur le jeune défenseur congolais et les membres du personnel, en attendant le résultat final. Comme ils étaient tous en contact avec Thomas Kahlenberg, des mesures préventives ont ainsi été prises

sur le club danois. Notons que Joel Kabongo s'était gravement blessé en avril 2019 lors de sa treizième titularisation à Brondby. Il était sur le point de reprendre les entraînements en équipe, et le voilà mis en quarantaine.

Martin Engimo



Joel Zakarias Kabongo

PRISONS DE LA RDC

La FBCP s'inquiète pour les prisonniers

Pour l'ONG de défense des droits de l'homme, avec le surpeuplement des institutions carcérales ainsi que d'autres aspects, il sera difficile de respecter certaines mesures de confinement telles que décidées par le chef de l'Etat et ceux-ci seront encore plus exposés à la faim.

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) a salué les mesures prises par le chef de l'Etat congolais, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Coronavirus et annoncées dans son adresse à la nation congolaise du 18 mars 2020 dans la soirée. Mais l'ONG se dit inquiète de la situation dans les prisons de la RDC et de leurs pensionnaires. Cette association note, en rapport avec ces mesures prises par le président Tshisekedi, spécialement d'éviter les attroupements que les prisonniers seront indubitablement exposés parce que leurs dortoirs ne sont pas désinfectés, leurs proches ne vont plus aller s'attrouper pour leur apporter à manger, leur dossier financier est bloqué au ministère des Finances, etc. « Aucune organisation habituelle ne va venir leur apporter à manger », a indiqué la FBCP.

Dans le cadre de ces mesures de lutte contre cette pandémie et de celle de l'humanisation des conditions carcérales, la FBCP exhorte le président congolais

à son intervention personnelle pour le désengorgement de ces institutions carcérales. « Toujours dans le même ordre d'idée, nous demandons au président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, d'intervenir personnellement auprès de son ministre de la Justice en vue de respecter son engagement faite devant l'opinion tant nationale qu'internationale qu'il va tout faire pour le désengorgement des prisons en RDC, pour l'humanisation des conditions carcérales », a noté cette association, qui a, par ailleurs, indiqué qu'il y a un nombre considérable des prisonniers qui sont « libérables ».

Des décisions non exécutées
La FBCP profite de ce plaidoyer pour rappeler des cas des prisonniers qui attendent leur libération dont des innocents des cas de Beni, ceux bénéficiaires de la libération conditionnelle, de la grâce présidentielle et dont les vingt-huit personnes amnistiées en 2005 dans le dossier Laurent-Désiré Kabila. « Il se fait que cette loi est encore en

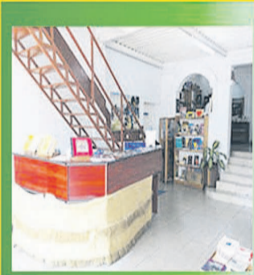
souffrance, n'a connu qu'un semblant de commencement d'exécution à plus ou moins 5 % », a indiqué cette ONG qui fait observer que les effectifs continuent à aller en ordre croissant. Pour la FBCP, en effet, la prison centrale de Makala, par exemple, a été construite en 1958 avec une capacité d'accueil de mille cinq cents personnes. Aujourd'hui, avec certains pavillons non opérationnels dont les 2 et 8, en dehors du 11 réhabilité par le président Tshisekedi, les restes sont en mauvais état et surpeuplés jusqu'à atteindre 8 670 détenus dont au moins sept cents prisonniers seulement condamnés. La FBCP attend, de ce fait, des autorités congolaises le respect l'article 11 de la Constitution du 18 février 2006 et le 35 du Code civil livre 1, en commençant à libérer tous les cas mentionnés sans exception. La RDC, note-t-on, totalise, au 19 mars 2020, quatorze cas, selon les données de l'Institut national de recherches biomédicales.

Lucien Dianzenza



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)





Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

FOOTBALL

La Fécofa annule le stage des Léopards A' à Libreville

La CAF ayant reporté la phase finale de l'édition 2020 du Championnat d'Afrique des nations, la Fécofa a pris l'option d'annuler le stage de préparation des Léopards A' prévu à Libreville.

La Fédération congolaise de football association (Fécofa) a annulé le stage des Léopards locaux de la République démocratique du Congo prévu à Libreville au Gabon. La sélection A' du Congo Kinshasa devrait se mettre au vert au pays d'Ali Bongo Ondimba avant d'aborder la sixième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan).

L'instance faitière du football congolais a expliqué sa décision, qui fait suite au report de ce tournoi continental devant être organisé au Cameroun. En effet, la Confédération africaine de football (CAF) a reporté la sixième édition du Chan à une date ultérieure à la suite du coronavirus. Ceci, après le rapport présenté par la commission médicale de l'instance africaine de football qui a effectué une visite



Les Léopards locaux de la RDC

d'inspection au Cameroun afin d'évaluer les mesures prises par le comité local d'organisation sur la pandémie.

Ainsi, les Léopards A' ne se rendront plus au Gabon pour préparer cette compétition. Placés dans le groupe B avec le Congo Brazzaville, le Niger et la Libye, la République démocratique du Congo devraient croiser le

fer avec les Diabes rouges du Congo Brazzaville, le dimanche 5 avril 2020, pour le compte de la première journée. Ce ne sera plus le cas. Rappelons aussi que la Fécofa a suspendu toutes les activités relatives au football à travers le pays pour une durée de trente jours.

Les joueurs retenus par Mihayo...

Rappelons que le sélectionneur Pamphile Mihayo Kazembe avait retenu trente et un joueurs pour ce stage à Libreville. Il s'agit des gardiens de but Jackson Lunanga (V.Club), Ley Matampi (Renaissance du Congo), Esdras Kabamba (Rangers), Nathan Mabruki (Daring Club Motema Pembe -DCMP) ; des défenseurs Issama Mpeko (Mazem-

be), Mukoko Amale (DCMP), Ernest Luzolo (V.Club), Djuma Shabani (V.Club), Atibu Radjabu (Maniema Union), Godet Masengo (Mazembe), Yannick Bangala (V.Club), Idumba Fasika (Lupopo), Ikoyo Iyembe (DCMP) et Masasi (Groupe Bazano).

Les milieux de terrain appelés sont Michee Mika (Mazembe), Merveille Kikasa (V.Club), Gody Likonza (Mazembe), Mukoko Tonombe (V.Club), Mercey Ngimbi (Maniema Union), Trésor Mputu (Mazembe), Zemanga Soze (V.Club), Lutumba Makanza (Racing Club de Kinshasa) et Rachidi Assumani (Dcnp). Enfin, les attaquants que le sélectionneur Mihayo avait fait appel sont Jackson Muleka (Mazembe), Vinny Bongonga (DCMP), Eric Kabwe (Lubumbashi Sport), Ricky Tulenge (V.Club), Isaac Tshibangu (Mazembe), Jimmy Bayindula (Dcnp), Chico Ushindi (Mazembe), Fiston Kalala Mayele (V.Club).

Martin Engimo

SUSPENSION DU CHAMPIONNAT NATIONAL

Barel Mouko approuve la décision de la Fécofa

La Fédération congolaise de football association (Fécofa) a suspendu toutes les activités liées au football sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo pour une période de trente jours. Ceci, afin de limiter la propagation de la pandémie Coronavirus qui ravage actuellement le monde. Le football est donc à l'arrêt au Congo Kinshasa.

S'entraînant en privé pour maintenir sa forme, le gardien de but international du Congo Brazzaville, Barel Mouko, du Daring Club Motema Pembe a approuvé la décision prise par l'institution nationale du football. « Je pense que c'est une bonne décision parce que c'est pour l'état de santé de tous. Nous croyons au bon Dieu qu'il fera grâce à toute l'humanité pour vaincre ce virus afin qu'il y ait la reprise de la de saison afin de revenir sur le bon chemin. Certes, nous avons brûlé nos jokers, nous ne devons pas nous inquiéter de notre position actuelle au championnat parce



Le gardien de but international Barel Mouko Foot.cd l'ancien portier de Lille en France.

M.E

qu'il nous reste encore des matchs et nous allons nous battre pour être africain la saison prochaine », a confié à

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS







L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

CORONAVIRUS

Les mesures préventives suivies à la lettre dans les écoles

Malgré l'annonce de la fermeture des établissements scolaires par le gouvernement, en prévention du covid-19, les élèves ont effectué le déplacement de l'école dans la matinée du 19 mars. Le personnel administratif n'a pas transigé, les évaluations tant au secondaire qu'à l'université ne se sont pas poursuivies.

Les élèves ont voulu constater par eux-mêmes l'effectivité de la décision du gouvernement, sur la fermeture des écoles pendant trente jours, alors qu'elle a été largement médiatisée. « Les parents ont insisté à ce que l'on reste à la maison. Etant donné que nous sommes en train de faire les évaluations du deuxième trimestre qui devraient prendre fin aujourd'hui pour les uns, demain et après-demain pour les autres, nous avons tenu à venir voir si les épreuves sont suspendues », a expliqué Justine Koumba, élève au lycée Nganga-Edouard.

À l'Université Marien-Ngouabi, la réalité a été la même dans tous les établissements. Tôt le matin à l'École normale supérieure, les étudiants étaient groupés par endroit pour se donner les dernières nouvelles de l'évolution du covid-19 dans le pays ainsi que les mesures prises par l'exécutif. Impossible pour eux d'accéder dans les salles de classe pour poursuivre les examens du deuxième semestre qu'ils avaient déjà commencés le lundi 16 mars pour les achever le 27 du même mois



tel que le prévoyait le calendrier académique notamment pour les niveaux de licence 3 et masters. La Faculté des lettres, arts et sciences humaines qui devait aussi accueillir les étudiants pour les examens n'a pas dérogé à la règle.

Ils s'interrogent

Les élèves et les étudiants s'accordent à dire que la santé n'a pas de prix justifiant l'intérêt des décisions prises par le gouvernement. Seulement, la suite demeure pour eux une équation à plusieurs inconnus. « L'arrêt

Le CEG Fraternité hermétiquement fermé des cours pendant trente jours suppose qu'il y aura glissement sur le calendrier académique et c'est pour une bonne cause. Mais les autorités doivent aussi communiquer pour nous dire qu'elle est la démarche qu'elles ont prévue au cas où la situa-

« L'arrêt des cours pendant trente jours suppose qu'il y aura glissement sur le calendrier académique et c'est pour une bonne cause. Mais les autorités doivent aussi communiquer pour nous dire qu'elle est la démarche qu'elles ont prévue au cas où la situation s'améliorerait ou encore au cas où elle s'aggraverait pour la suite des évaluations que nous avons déjà amorcées »

tion s'améliorerait ou encore au cas où elle s'aggraverait pour la suite des évaluations que nous avons déjà amorcées », a fait savoir un étudiant en master 2 à l'ENS.

Par ailleurs, les tenants des petits commerces : photocopie, impression, fournitures scolaires, restauration, qui se développent au sein et aux environs des établissements scolaires et universitaires font déjà état d'un manque à gagner. Certains d'entre eux, en effet, installaient leurs marchandises au moment où les étudiants quittaient les sites dans la matinée. La situation va durer un mois comme l'a annoncé le Premier ministre Clément Mouamba. Il n'est pas exclu que cela soit prolongé. Tout dépend de l'évolution de la situation sanitaire.

Dans l'une de ces communications sur les mesures de prévention, la ministre en charge de la Santé a appelé les élèves et parents d'élèves à continuer d'observer les mesures d'hygiène qui constituent la première barrière contre l'épidémie de sorte que ce qu'on craint à l'école ne se passe pas à la maison.

Rominique Makaya

La BAD énonce des mesures fortes pour prévenir la propagation

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), la Banque a pris plusieurs mesures en termes de sécurité sanitaire dans les pays où elle est présente, indique un communiqué de l'institution financière panafricaine.

Parmi les mesures prises figurent la mise en quarantaine volontaire des employés revenant de pays à haut risque, la suspension des visites dans les bâtiments de la Banque et l'annulation de tous les déplacements, réunions et conférences jusqu'à nouvel ordre, a annoncé son président, le Dr Akinwumi Adesina, à l'occasion d'une vidéoconférence, hier, avec l'ensemble du personnel, depuis le siège de l'institution à Abidjan.

« Ma principale responsabilité vous concerne. Elle consiste à m'assurer que vos familles et vous-mêmes êtes en sécurité et que vous pouvez travailler là où vous vous trouvez dans les meilleures conditions de santé et de sécurité possibles », a précisé Akinwumi Adesina.

Il a indiqué également que toutes les mesures nécessaires étaient en train d'être prises pour assurer la continuité des opérations de la Banque, notamment celles afférentes à la documentation électronique et aux approbations de dossiers. Depuis le début de l'épidémie de COVID-19 en janvier en Chine, la BAD suit de près la situation sanitaire à travers son centre médical, son équipe de gestion des urgences ainsi que ses comités exécutif et opérationnel pour les situations de crise.

Un plan d'intervention à trois niveaux contre le COVID-19 a également été élaboré pour éviter, gérer et atténuer les effets de la pandémie sur les membres du personnel de la Banque et leurs familles, tout en assurant la continuité des activités en cas d'aggravation de la situation sur le continent.

« S'il vous plaît, ne paniquez pas, a demandé le président Adesina à ses collaborateurs. La situation nous appelle à changer la façon dont nous travaillons et le lieu à partir duquel nous travaillons ».

Par ailleurs, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement étudie, actuellement, la conception et l'agencement des assemblées annuelles statutaires de l'institution, prévues du 26 au 29 mai 2020 à Abidjan.

Guy-Gervais Kitina

Éviter d'arriver à la transmission communautaire

Le directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) chargé de la réponse aux urgences a appelé les pays africains à anticiper l'arrivée de l'épidémie.

Face à la menace du coronavirus, le Dr Ibrahim Socé Fall a mis l'Afrique en garde : « Il ne faut pas attendre que l'épidémie arrive pour se préparer. C'est en temps de paix qu'on prépare la guerre », rejetant les infos relayées sur les médias sociaux sur le Covid-19, notamment celle liée à la non-transmission du virus sous les climats chauds, donc en Afrique. Il a rappelé des mesures actuelles de protection et la prudence dans notre façon de communiquer. Pour lui, « il n'y a aucune raison de croire que ce virus va épargner l'Afrique ». Plus de 446 cas de contamination répartis dans 30 des 54 pays d'Afrique et une dizaine de

décès ont été recensés sur le continent, notamment en Égypte, en Algérie et au Maroc, tous des résidents européens.

Certains pays dénombrent déjà des cas domestiques par dizaines. Le Dr Ibrahim Socé Fall invite les pays africains à « se préparer ». « Il faut renforcer les systèmes de santé et les capacités requises dans le règlement sanitaire international », a-t-il indiqué, insistant sur la prévention, la détection, la dotation « d'un système de santé capable de répondre en situation d'épidémie », inquiet de la faiblesse des systèmes de santé du continent en cas de contamination massive, compte tenu du

potentiel et de la rapidité de transmission du virus.

À l'aune de l'épidémie, l'Afrique peut en avoir la maîtrise, mais pas après, au vu des ravages de la déferlante enregistrés dans les pays développés (Italie, France, Espagne). Le Dr Ibrahim Socé Fall prépare l'Afrique à des tests des cas suspects, compte tenu des inquiétudes des derniers jours. Il parle de « fenêtre d'opportunité pour venir à bout de l'épidémie en Afrique », en respectant les mesures d'hygiène et de sensibilisation afin de mieux « protéger les populations vulnérables ».

Noël Ndong

MESSAGE DE L'AMBASSADEUR TODD P. HASKELL

Bonjour à tous !

J'aimerais vous informer que je travaille à la maison à partir d'aujourd'hui pour observer une quarantaine de quatorze (14) jours. Hier un membre de l'ambassade des États-Unis a été testé positif au coronavirus. Comme j'ai eu des contacts rapprochés avec lui, je resterai à la maison jusqu'à la fin de la quarantaine. En cette période difficile, il est important que tout le monde suive les conseils des responsables sanitaires. Pratiquez la distanciation sociale, lavez-vous les mains, évitez les grands rassemblements et ne vous touchez pas le visage. Ensemble nous pouvons vaincre cette maladie.



CORONAVIRUS

Des milliards de personnes sans protection de base

Alors que les mesures les plus drastiques se multiplient à travers le monde pour freiner le coronavirus, trois milliards de personnes n'ont pas les moyens les plus basiques pour se protéger.

Le nouveau coronavirus qui a émergé en Chine fin 2019 a déjà fait plus de 200.000 cas confirmés dans le monde et tué plus de 9.000 personnes. C'est désormais l'Europe qui est à l'épicentre de la pandémie, fermant ses frontières et confinant des millions d'habitants. Mais l'inquiétude monte dans les pays aux systèmes de santé fragile.

Les dirigeants de nombreux pays d'Afrique et d'Asie ont imposé des restrictions de voyage et parfois des quarantaines pour tenter d'empêcher la propagation de l'épidémie. Mais se laver les mains régulièrement, l'un des premiers gestes, barrière contre la contagion, est inaccessible à des millions de gens. L'Unicef estime ainsi que 40% de la population mondiale, soit 3 milliards de personnes, ne peuvent pas se laver les mains à la maison faute d'eau courante ou de moyens pour acheter du savon. L'Organisation mondiale de la santé s'inquiète de l'avancée vers les pays les plus pauvres de l'épidémie. «Alors que le virus avance vers les pays à bas revenu, nous sommes très inquiets de l'impact que cela pourra avoir sur des populations où le taux de prévalence du VIH est important, ou sur des enfants mal-nourris», a alerté cette semaine le patron de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Au moment où les hôpitaux européens réclament des respirateurs, des pays africains cherchent du sa-

von. L'Unicef en distribue à des millions de personnes, mais refaire les stocks est devenu difficile dans certains pays qui dépendent notamment des importations venues de Chine.

Le monde en état d'alerte

De l'Europe, où la pandémie progresse le plus rapidement, aux États-Unis, longtemps sceptiques, en passant par l'Afrique, la planète entière est désormais en état d'alerte maximale face au nouveau coronavirus, sur fond d'espoir en Chine où aucune contamination locale n'est plus enregistrée.

210 000 cas d'infection ont été détectés dans 157 pays et territoires et jeudi en milieu de journée, la pandémie comptabilisait au moins 9.020 morts dans le monde depuis son apparition en décembre. La majorité des décès sont survenus en Europe et en Asie. Avec 712 nouveaux morts ces dernières 24 heures pour un total de 90.293 cas, l'Europe est le continent où la pandémie progresse le plus ra-

pidement. En 24 heures le nombre de décès en Espagne a progressé de 30 % (767 morts) tandis que l'Italie a enregistré mercredi 475 décès en 24 heures, le plus grave bilan quotidien dans un seul pays. A ce rythme, l'Italie risque de dépasser la Chine comme pays ayant dénombré le plus de décès avec 2.978 morts pour 35.713 cas. Les mesures de confinement prises depuis une semaine dans le pays seront «prolongées à leur échéance» le 3 avril vient d'ailleurs d'annoncer le gouvernement qui envisage aussi d'interdire les activités de plein air, promenade ou jogging. En France selon un bilan officiel, le coronavirus a causé 89 nouveaux décès en 24 heures. Au total, 9.134 cas de contamination ont été confirmés, a précisé le directeur général de la santé qui a souligné que le nombre de nouveaux cas détectés doublait désormais chaque jour.

La planète se recroqueville

- L'Union européenne aide au rapatriement de quelque 100.000 Européens bloqués à l'étranger en raison des conséquences de la pandémie de coronavirus, a indiqué jeudi la présidente de la Commission Ursula von der Leyen.
- Le Royaume-Uni a annoncé jeudi qu'il allait rapatrier une partie de ses troupes en Irak, où elles participent à des missions de formation. «En raison de l'épidémie de Covid-19, les besoins en formation des forces de sécurité irakiennes ont été réduits» et les missions de formation de la coalition internationale et de l'OTAN ont dès lors été «mises en pause», a expliqué le ministre de la Défense dans un communiqué.
- L'avenir de l'aviation est menacé sans aides publiques si la crise dure a alerté le patron de la compagnie allemande Lufthansa. Des aides publiques pourraient devenir nécessaires pour garantir la survie du secteur aérien si la crise du coronavirus dure, a prévenu jeudi le patron de Lufthansa, dont plus de 90% des avions sont désormais cloués au sol (700 avions sur 763).

Pour tenter de ralentir la propagation, la planète continue de se recroqueviller. Après le Congo, le Nigeria a annoncé la fermeture des écoles à Lagos, mégapole de 20 millions d'habitants. Le pays a pour l'instant recensé moins de dix cas mais craint une propagation fulgurante.

L'Afrique du Sud a pour sa part annoncé la réparation et l'extension d'une barrière de 40 kilomètres de long et de 1,8 mètre de haut à sa frontière avec le Zimbabwe pour tenter d'éviter la propagation du nouveau coronavirus, dont le nombre de cas en Afrique du Sud grimpe très rapidement (150 confirmés) et où leur nombre a augmenté de près d'un tiers en l'espace de vingt-quatre heures.

Panama, la Bolivie et le Pérou viennent de décréter un couvre-feu ; le Portugal, l'état d'urgence. Dès jeudi, seuls les Néo-Zélandais étaient autorisés à embarquer sur des vols à destination de l'archipel. Aucun étranger non-résident ne sera admis à compter de vendredi en Australie tandis que la compagnie australienne Qantas va arrêter tous ses vols internationaux.

En Russie qui dénombre officiellement 199 cas, tous les voyageurs arrivant dans le pays depuis l'étranger doivent rester deux semaines en isolement chez eux.

Des milliers de milliards d'aide publique annoncés

Face à ce virus que l'Organisation mondiale de la santé a qualifié d'«ennemi de l'humanité» menaçant de plonger le monde dans la récession, des milliers de milliards d'aide publique ont été annoncés, notamment en Europe et aux États-Unis. Et de fait, jusqu'à 25 millions d'emplois sont menacés à travers la planète en l'absence de réponse coordonnée à l'échelle internationale, averti l'Organisation internationale du travail. Les compagnies aériennes, touchées de plein fouet ont besoin d'une aide d'urgence de 200 milliards de dollars, a estimé jeudi l'Association internationale du transport aérien (Iata). Tandis que les constructeurs automobiles américains General Motors, Ford et Fiat Chrysler ont suspendu leur production de voitures en Amérique du Nord, jusqu'au 30 mars au moins. Tout aussi préoccupant, le secteur agro-alimentaire déplore des perturbations sévères. En Europe, un appel a été lancé pour que la Commission européenne assure la fluidité de la circulation des marchandises. Et dans le secteur de la pêche, la pénurie de travailleurs confinés ajoutée aux problèmes logistiques commence à avoir des répercussions sur la production.

Bénédicte de Capèle avec AFP

HARIOM TRAVELS
Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
les pays de vos Rêves avec nous

Billet + Hôtel + Loisirs
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 ✉ salespnr@hariomtravels.net
Brazzaville (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 ✉ salesbvz@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N°003/ECG/DG/2020

POUR LA SELECTION D'UNE SOCIETE D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU DISPOSITIF DE SECURITE ELECTRONIQUE DE ECOBANK CONGO

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un appel d'offres pour la sélection d'une société spécialisée dans la fourniture, l'installation du matériel de sécurité électronique et la maintenance de son dispositif de sécurité.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3^e étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire au secrétariat du Directeur Général Adjoint de l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de cent mille (100 000) francs CFA en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être déposées aux mêmes adresses au plus tard le 31/03/2020 à 16 heures 00.

Fait à Brazzaville, le 18/03/2020

La Direction Générale



ALLIANZ CONGO restructure sa distribution et renforce sa relation clientèle à son siège social de Pointe-Noire

- Les clients de l'Agence SCAR seront prochainement accueillis directement au siège social d'Allianz Congo Assurances à Pointe-Noire
- L'Agence SCAR de Pointe-Noire fermera ses portes le 25 avril 2020.

Pointe-Noire, le 08 mars 2020 – **ALLIANZ CONGO ASSURANCES** restructure sa distribution et renforce sa relation clientèle avec la fermeture de l'Agence SCAR située Avenue de Gaulle/ Avenue Mangoungou à Pointe-Noire.

La filiale congolaise du leader mondial de l'assurance, conforme à la stratégie du groupe **ALLIANZ**, place ses clients au centre de son activité. Elle fait de la proximité du contact avec le client et de sa satisfaction les priorités de son action.

L'Agence Générale SCAR de Pointe-Noire fermera ses portes au 25 avril 2020.

Dans la perspective de la fermeture de ce point de vente, **ALLIANZ CONGO ASSURANCES** informe son aimable clientèle que les clients accueillis et suivis par l'Agence SCAR de Pointe-Noire seront prochainement accueillis et suivis directement au siège social de Pointe-Noire.

Au siège social d'**ALLIANZ CONGO ASSURANCES**, le cadre de travail adapté d'espaces dédiés, l'engagement d'interlocuteurs au sein d'équipes pluridisciplinaires, la qualité de service et la proximité permettront aux clients de l'Agence SCAR d'obtenir le meilleur des services du leader mondial de l'assurance de biens et de responsabilités. **ALLIANZ CONGO ASSURANCES** continuera de garantir un service de très grande proximité à ses clients.

Joseph EYOK, Administrateur Directeur Général d'**ALLIANZ CONGO ASSURANCES** déclare : "Je salue le travail effectué par l'Agence SCAR depuis son ouverture, et souhaite à notre futur ancien agent général autant de réussite dans ses futurs challenges.

Sa résiliation de son mandat donne l'opportunité d'optimiser notre efficacité opérationnelle en transformant notre organisation et en rebalçant la distribution de nos produits".

Il ajoute: «La satisfaction de nos clients étant au cœur de nos préoccupations, nous sommes ravis d'accueillir prochainement les clients précédemment suivis par l'Agence SCAR dans le cadre convivial et chaleureux de notre siège social à Pointe-Noire.

Nous continuerons de garantir un service de très grande proximité à nos clients pour les accompagner et répondre à leurs besoins dans la continuité des meilleurs services offerts.»

En plus de son siège social, **ALLIANZ CONGO ASSURANCES** rappelle que son service de proximité est également assuré au travers du Bureau Direct de Brazzaville, de l'Agent Général LG CONSEIL à Pointe-Noire, des deux points de vente de l'Agent Général DIOCKSON à Brazzaville et des nombreux courtiers internationaux et nationaux partenaires.

Contact presse :

Fleming Mabilia

**Directeur Développement et Marketing
Allianz Congo Assurances**

**Siège Social : 17 rue de l'hôtel de ville, Tchikobo,
Pointe-Noire - Tel. +242.05.395.43.97
E-mail: fleming.mabilia@allianz.com**

A propos d'Allianz

Le Groupe Allianz est l'un des plus grands assureurs et gestionnaires de fonds au monde avec plus de 92 millions de clients particuliers et entreprises. Les clients d'Allianz bénéficient d'une large gamme de services d'assurance aux particuliers et aux entreprises, allant du dommage à la santé, à l'assurance-crédit et aux programmes d'assurance internationaux. Comptant parmi les plus grands investisseurs à l'échelle internationale, le Groupe Allianz gère un portefeuille d'investissement de 673 milliards d'euros pour le compte de ses clients tandis que ses filiales gestionnaires de fonds Allianz Global Investors et PIMCO gèrent un portefeuille additionnel de 1,6 trillions d'euros d'actifs pour le compte de tiers. Grâce à son intégration systématique de critères écologiques et sociétaux dans nos processus d'affaires et ses décisions d'investissement, Allianz détient la position de leader parmi les assureurs dans le Dow Jones Sustainability Index. En 2019, plus de 147 000 collaborateurs dans plus de 80 pays ont contribué à réaliser un chiffre d'affaires de 143 milliards d'euros et un bénéfice opérationnel de 11,9 milliards d'euros.

Allianz en Afrique

En Afrique, Allianz est présente dans 17 pays et accompagne ses clients dans 38 pays. Ses 1.500 employés ont réalisé un chiffre d'affaires de plus 600 millions d'euros en 2019, toutes entités confondues. Allianz est le fournisseur de micro-assurance pour 500.000 familles et individuels à faible revenu en Afrique.

DIASPORA

L'Association des entrepreneurs congolais au Sénégal à l'heure du confinement

La République sénégalaise est l'un des pays d'Afrique subsaharienne à compter de cas avérés de la pandémie. Mikayoulou Zola, président de l'AECS à Dakar, répond aux questions de notre rédaction.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : comment la société civile congolaise au Sénégal vit-elle les décisions de lutte contre la propagation du Coronavirus ?

Mikayoulou Zola (M.Z.) :

C'est dans l'élan donné par Macky Sall, chef de l'Etat sénégalais, à travers différents communiqués sur les mesures préventives à observer pour éviter le risque de propagation du Covid-19, que certaines autorités ont emboîté le pas. C'est le cas du relais de ce message par Luc-Jean Saint-Vito Aka-Evy, ambassadeur de la République du Congo au Sénégal, message relayé auprès de tous les ressortissants congolais résidant dans ce pays. Nous avons bien accueilli ces mesures-barrière car nous sommes conscients des dégâts causés par le virus depuis la découverte du premier cas en décembre de l'année dernière. De ce fait, nous évitons les contacts et veillons à ne pas relayer les informa-



Mikayoulou Zola, président ACES / Crédit photo : Chris Soldja

tions douteuses sur lesquelles nous nous interrogeons quant à leur véracité.

L.D.B. : A propos de vos activités au Sénégal, quel est le but de votre association ?

M.Z. : L'Association des entrepreneurs congolais au Sénégal (AECS), a pour but de créer des opportunités afin de permettre aux entrepreneurs la composant de promouvoir, en communion avec d'autres communautés, leurs talents, expertises et réalisations au Sénégal. Il est important de noter que l'AECS agit également dans le social, d'où son engagement à répondre au cri d'alarme des étudiants congolais en détresse à Wuhan à travers la collecte suggérée par le Collectif urgence Congo-Brazzaville et mise en œuvre par l'Association inter-cultures promotion. Les fonds sont destinés à leurs besoins alimentaires et à l'achat de produits d'hygiène

de première nécessité.

L.D.B. : Quels sont vos rapports avec les autres associations des Congolais de l'étranger ?

M.Z. : Nous travaillons sans relâche à prendre contact avec les différentes associations congolaises de la diaspora. Nous nous organisons pour entretenir des relations régulières avec celles-ci. Parmi les objectifs statutaires de l'AECS, il s'agit de rassembler et de fédérer les entrepreneurs congolais au Sénégal, et par extension, les entrepreneurs congolais de la diaspora, sans créer de barrières dans cette collaboration multiforme. Notre leitmotiv : « réussir ensemble ». Nous profitons de l'occasion pour relayer l'appel à toutes les associations congolaises de par le monde, à se mobiliser pour soutenir les étudiants congolais en détresse à Wuhan, en Chine.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

IATA
HARIOM TRAVELS
Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

SÉJOUR TOURISTIQUE À **DUBAI**

POINTE NOIRE : Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09
E-mail: salespnr@hariomtravels.net
BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50
E-mail: salesbzv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

Le Monde est à vous

BUROTEC
Un fournisseur unique pour votre bureau

hp
lenovo
ASUS APC acer
Canon
DELL

Agence Pointe-Noire
98, Bld Charles de Gaulle - B.P. 828
Pointe-Noire - République du Congo
Tél : 05 537 14 46 / 05 537 14 47 / 22 294 08 04
contact@burotec.biz / sales@burotec.biz

Agence Brazzaville
Rond point de la gare, immeuble Airtel, Centre-Ville
Brazzaville - République du Congo
Tél : 05 537 14 71 / 05 537 14 75
contactbzv@burotec.biz / salesbzv@burotec.biz

www.burotec.biz

HYDROCARBURES

Une réunion technique entre l'OPEP et son allié russe annulée

Une réunion technique entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et son allié russe, en vue de trouver une solution à la crise actuelle, a été annulée, ont rapporté plusieurs sources proches du dossier.

La réunion qui devait avoir lieu mercredi prochain à Vienne a été annulée, car les tentatives de médiation entre l'Arabie saoudite et la Russie après l'échec de leur pacte de réduction de l'offre n'ont pas progressé.

Cela montre clairement la volonté de ces producteurs de tourner le dos à l'accord de réduction pour aller à la recherche de nouvelles parts de marché, mais aussi pour fragiliser l'ensemble de la concurrence, notamment le schiste américain.

L'accord de réduction de l'offre entre l'OPEP et la Russie va arriver à expiration à la fin de ce mois et les perspectives s'annoncent sombres. L'Arabie Saoudite a annoncé qu'elle ouvrira les vannes

pour atteindre 13 millions de barils par jour à partir d'avril prochain. Le baril a chuté de 39 à 31 dollars depuis l'échec d'une réunion ministérielle le 6 mars.

D'autres membres de l'OPEP ont tenté de servir de médiateur entre les Saoudiens et les Russes, mais jusqu'à présent, ces tentatives semblent infructueuses et, selon certaines sources, il serait difficile pour les deux parties de parvenir à un compromis actuellement.

Josiane Mambou Loukoula

PIRATERIE MARITIME

Un tanker grec attaqué au large du Bénin

Le *Minerva Vigo* (ou *Minerva Virgo*), battant pavillon grec, a été attaqué par un groupe de pirates au large du Bénin dans le Golfe de Guinée.

Un groupe de six à huit personnes armées a pris d'assaut le navire, de la compagnie Minerva Marine venant des Pays-Bas en direction de Lagos, au Nigéria. Les vingt-et-un membres d'équipage ont juste eu le temps de se réfugier dans la citadelle du navire, et alerté le centre de surveillance maritime de Brest en

France. Un avion français et un navire de patrouille béninoise se sont mis en mouvement aussitôt, selon des sources militaires. Un avion de surveillance maritime Falcon 50 de la marine nationale française a décollé de la base aérienne d'Abidjan, en Côte d'Ivoire.

L'objectif est d'aider à la localisation du navire attaqué et assister les forces en mer. Dans le même temps, le centre opérationnel de la marine de Cotonou, au Bénin, a fait appareiller le patrouilleur Oueme, avec une équipe de fusi-

liers-marins à son bord. Mais, au moment de l'arrivée des moyens aérien et maritime sur la zone, aucun pirate n'était présent ni sur l'eau ni sur le navire.

L'équipe de visite béninoise est montée à bord, et a constaté qu'il n'y a plus personne. L'équipage réfugié en citadelle à été autorisée à sortir. La multiplication des faits de pirage dans les eaux du golfe de Guinée doit pousser les pays africains à prendre conscience de la défense de leurs côtés.

Noël Ndong

ELECTRICITÉ

Le Cameroun veut s'interconnecter avec le Tchad

Le Cameroun sollicite 244 millions de dollars de la Banque africaine de développement (BAD) pour financer l'interconnexion électrique avec le Tchad.

Ce pays d'Afrique centrale s'appête à contracter deux crédits auprès de la BAD dans le cadre du projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad.

À cet effet, le président de la République, Paul Biya, a signé deux décrets habilitant le ministre en charge de l'Economie à signer avec la BAD deux accords de financement, d'un montant global de 147,85 milliards FCFA, 244,3 millions de dollars.

Dans le détail, le premier accord de prêt à signer avec l'institution financière est de 142,93 milliards FCFA. Le second accord de prêt est de 4,92 milliards FCFA à signer avec le Fonds africain de développement (FAD), le guichet de financement concessionnel du Groupe de la BAD, qui fournit aux pays membres régionaux à revenu faible, des prêts et dons.

D'un coût de 261,34 milliards FCFA, le projet va aussi bénéficier d'un don de l'Union européenne d'un montant de 19,65 milliards FCFA, dont la convention de financement a été signée le 21 février 2019 à Yaoundé. Les 93,84 milliards FCFA restants pourraient venir en partie de la Banque mondiale également intéressée par le projet. Le projet d'interconnexion Cameroun-Tchad consiste en la construction d'une ligne principale haute tension de 225 kV entre Ngaoundéré, Maroua (Cameroun) et Ndjame-na (Tchad), d'une bretelle de ligne haute tension (HT) 225 kV entre Maroua (Cameroun), Bongor, Guelendeng et Ndjame-na (Tchad), des postes de transformation HT/moyenne tension associés, ainsi que des réseaux de distribution, pour l'électrification rurale le long des couloirs de ligne.

La longueur totale des lignes HT à construire est d'environ 1024 km (786 au Cameroun et 238 au Tchad), et le nombre de localités à électrifier le long de ces lignes est de 478 (409 au Cameroun et 69 au Tchad). Le projet est classé parmi les projets intégrateurs prioritaires de l'Afrique centrale.

J.M.L.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE
L'AGRICULTURE COMMERCIALE
UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA MISE EN HARMONIE DES GROUPEMENTS/COOPERATIVES AVEC L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA RELATIF AU DROIT DES SOCIETES COOPERATIVES

N°005 C/PDAC/2020

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe de la Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Une partie des fonds du projet est réservée au paiement des prestations relatives à la mise en harmonie des groupements/coopératives avec l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Coopératives (AUSCOOP).

2. L'objectif de de la mission est de permettre aux groupements financés par le PDAC de se mettre en harmonie avec l'AUSCOOP de 2010.

3. Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt vise le recrutement d'un consultant individuel chargé de la mise en harmonie de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives.

4. L'Unité Nationale de Coordination du Projet invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à réaliser les prestations sus indiquées.

5. Le candidat devra répondre aux critères ci-après :
-être titulaire au moins d'un BAC + 4 au moins, en droit ou diplôme équivalent ;

-avoir une connaissance approfondie du droit OHADA ;
-avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word) ;
-avoir 3 ans d'expérience au moins dans la réalisation des études similaires.

6. Sur cette base, les candidats seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque mondiale relatives à la Sélection et Emploi des Consultants de janvier 2011.

7. Les TDR et informations complémentaires sont disponibles à l'UNCP, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

8. Les manifestations d'intérêt seront être adressées, sous pli fermé ou en version électronique, au plus tard le mardi 31 mars 2020, à l'adresse ci-dessous :

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE (PDAC) UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdac-maep@gmail.com

Brazzaville, le 18 mars 2020

Le Coordonnateur National,
Isidore ONDOKI

INTÉGRATION

La BAD accorde 92 milliards FCFA pour la construction d'un pont entre le Congo et le Gabon

L'accord de prêt de 140 millions d'euros a été signé à Libreville, le 17 mars, entre les autorités gabonaises et la Banque africaine de développement (BAD). Le futur pont frontalier sera placé sur la rivière Ngongo et devra impacter le quotidien d'au moins cent mille personnes.

L'ouvrage vise à réduire les coûts de transport des marchandises et des personnes entre Libreville et Brazzaville, en facilitant les déplacements entre les villes et les communes, en améliorant l'efficacité de la chaîne logistique de transport et en contribuant à l'amélioration de l'accès des populations de la zone d'influence du projet aux infrastructures socio-économiques de base.

L'enveloppe a été approuvée au cours du conseil d'administration de l'institution financière panafricaine, en décembre dernier, et est destinée à financer principalement la construction du pont frontalier, de la réalisation des études stratégiques qui permettront de fournir une liste de projets bancables dans le secteur routier, la construction et le

bitumage de la section Ndendé-Dousala (49 km de la frontière du côté gabonais), ainsi que la construction et le bitumage de quelque 21 kilomètres de voiries à Libreville.

Avec la construction de ce pont frontalier, le Congo et le Gabon vont être liés par deux voies terrestres bitumées. En décembre 2014, les deux pays inauguraient à Kabala, un peu plus au nord à la frontière gabonaise, une première route bitumée. Il s'agit de l'axe Oyo-Obouya-Boundji-Lékéty frontière du Congo et le segment Okoyo-Lékéty frontière du Gabon.

Ce projet intégrateur était financé par la Chine à hauteur de 48 milliards de francs CFA, dont les travaux de construction ont duré pratiquement trois ans.

Fiacre Kombo



La route d'intégration régionale Okoyo-Leckety-Mbié-frontière Gabon/DR

CORONAVIRUS

De grandes rencontres économiques annulées à Brazzaville

En raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), plusieurs événements prévus en République du Congo, en ce mois de mars, ont été reportés à une date ultérieure. Parmi ceux-ci, l'on peut citer pêle mêle la table ronde pour le financement des projets d'infrastructures en Afrique centrale prévue le 19 mars à Brazzaville.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et le ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du territoire et des Grands travaux de la République du Congo ont, dans un communiqué publié le 16 mars dernier, informé du report de la table ronde relatif au financement des projets d'infrastructures dans la région. Au nombre de ces projets de grande envergure figurent ceux de construction du pont-route-rail entre Brazzaville et Kinshasa en République démocratique du Congo et du corridor 13 devant relier le Congo via Ouesso à N'Djamena au Tchad en passant par la capitale centrafricaine, Bangui.

Appuyée par la Banque africaine de développement (BAD), cette table ronde a pour but de mobiliser auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux près de 2,5 milliards d'euros, pour financer 15 grands projets d'infrastructures de transport ayant déjà fait l'objet d'études techniques avancées. « En attendant qu'une nouvelle date soit fixée et, fort de la conviction que la réalisation des projets d'infrastructures de transport en Afrique centrale servira à asseoir les bases d'un développement durable et d'une intégration régionale réussie, le comité d'organisation de ladite table ronde poursuivra ses actions de mobilisation des partenaires et investisseurs », indique le communiqué de presse de la CEEAC. Hormis cela, la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) a également reporté son conseil d'administration et son assemblée générale qui devaient se tenir les 17 et 18 mars à son siège à Brazzaville.

Rappelons que dans le cadre des directives qui lui sont données par l'assemblée générale, le conseil d'administration de la BDEAC est chargé de la conduite des activités de la banque consistant à approuver les prises de participations par la banque au capital d'entreprises ou d'institutions, ainsi que les prêts accordés et les garanties données par cette institution financière ; fixer les conditions générales de prêts et garanties consentis par la banque ; décider des concours financiers pouvant être accordés par celle-ci. La fixation des règles générales d'emploi des fonds disponibles ainsi que l'approbation des conventions à conclure par la banque font aussi partie des activités conduites par le conseil d'administration.

Lopelle Mboussa Gassia

Les responsables de la Bouenza sensibilisés

Le préfet du département de la Bouenza, Jules Monkala Tchoumou, a organisé, le 18 mars, une séance d'information sur les mesures de prévention contre la pandémie du coronavirus (Covid-19), en présence des autorités de la direction départementale de la santé.



Les responsables locaux sensibilisés au coronavirus/DR

Devant les autorités locales, les chefs religieux et responsables de la force publique, le directeur départemental de la santé, Albert Boungou, a fait un exposé sur les modes de transmission du COVID-19, les symptômes liés à l'infection par ce virus, les consignes et mesures préventives à observer pour éviter la contamination et la propagation.

L'objectif de cette campagne de sensibilisation, a dit le préfet, est d'échanger autour de cette pandémie. « Au stade actuel, il s'agit, pour nous, préfet du département, de vous dire que, quelle que soit la gravité de la situation, il n'y a pas lieu de céder à la panique, de basculer dans la psychose. Mais il s'agit plutôt de prendre conscience et surtout de respecter rigoureusement toutes les règles édictées par le gouvernement », a déclaré Jules

Monkala Tchoumou. En outre, il a salué les initiatives prises par le gouvernement de la République sur instruction du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, concernant les mesures nécessaires mises en place pour contrer cette pandémie. « D'ailleurs un fonds spécial coronavirus d'un montant d'un milliard cinq cents millions de FCFA a été créé, assorti d'une batterie de mesures préventives », a rappelé le préfet.

Par ailleurs, il a instruit les participants à faire un large écho auprès de leurs collaborateurs, des administrés et de la population, afin de « contribuer efficacement à stopper la propagation du coronavirus dans notre département et partout dans le pays ».

Dans la salle de conférence du conseil d'administration, les mesures d'hygiène et de prévention ont été

observées, notamment le lavement de mains, ainsi que la distance à respecter les uns des autres.

Le COVID-19 qui a fait son apparition fin décembre dernier à Wuhan en Chine est une maladie infectieuse causée par le coronavirus. La maladie provoque des symptômes allant d'un simple rhume et, dans certains cas, peut entraîner des complications chez les personnes âgées atteintes de maladies chroniques (diabète, maladies cardiovasculaires, etc). Les principaux symptômes de l'infection par le virus sont les difficultés respiratoires, une toux et une température élevée, résultant d'un contact direct avec une personne infectée par le virus, par pulvérisation en cas d'éternuements ou de toux, rappelle-t-on.

Yvette Reine Nzaba

SANTÉ

Les priorités stratégiques contre les maladies tropicales passées au peigne fin

Les acteurs impliqués dans la lutte contre les maladies tropicales négligées viennent d'examiner les mesures de lutte contre ces maladies, et renouveler leurs connaissances dans l'élaboration de la carte score qui rassemble les indicateurs facilitant la prise de décision.

Une équipe de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (Alma) en partenariat avec le ministère en charge de la Santé a animé un atelier de renforcement des capacités sur l'élaboration de la carte score des maladies tropicales négligées (MTN), du 16 au 19 mars à Brazzaville.

« Le Congo fait partie des cinq pays prioritaires de l'Alma. Il est donc important d'élaborer la carte score pour ensuite faire un plaidoyer dans le cadre de la mobilisation des ressources », a expliqué l'un des animateurs du dit atelier, le Dr Charles Paluku, conseiller à l'Alma. Soulignant la nécessité de renforcer la lutte contre les MTN, le Dr Lambert Kitembo a signifié qu'« en 2019, le Congo a traité 582.104 personnes contre l'onchocercose, 530.232 contre la filariose-lymphatique. La cartographie des complications liées à cette dernière pathologie, réalisée en novembre de la même année dans dix départements sur douze, a mis en évidence 302 cas



de lymphœdème et 74 cas d'hydrocèle ».

Il a également fait constater que qu'au cours de cette année les enfants n'ont pas été déparasités contre les géo helminthiases et la schistosomiase à cause de la complexité des mécanismes de décaissement des fonds mobilisés.

Pour réduire l'incidence de ces maladies, un plan directeur quinquennal, 2018-2022, a été mis en place. Celui-ci prévoit la mise à l'échelle des interventions de lutte, des traitements et des capacités de prestation des services. Il est aussi question de renforcer la planifi-

cation axée sur les résultats, de la mobilisation des ressources et de la pérennité financière des programmes nationaux de lutte contre les maladies tropicales négligées. Le suivi, l'évaluation, la surveillance et la recherche figurent également dans le plan quinquennal. Lambert Kitembo a salué l'accompagnement de la plate-forme Alma sur les plans technique et financier en vue de l'élaboration de la carte score qui est un outil de gestion pour le contrôle et l'élimination des MTN à travers un suivi régulier de la performance des indicateurs prioritaires.

Rominique Makaya

GRAND BANDITISME

La police arrête un braqueur à Tchiali

Le colonel Edgard Brice Sosthène Malanda, porte-parole de la police, a présenté Mouloumbi Zolamesso Melore Fredinel comme présumé auteur d'un vol d'argent dans un kiosque de transfert au quartier Tchiali, situé dans le cinquième arrondissement de la ville océane, Mongo-Mpoukou.

Edifiant la presse sur le mode opératoire du hors-la-loi, le colonel Edgard Brice Sosthène Malanda a expliqué que c'est au cours d'une patrouille que le malfrat a été interpellé. Le bandit, poursuit le colonel, se passait pour un client normal à bord d'une voiture voulant effectuer un retrait d'une somme importante d'argent dans ce kiosque de transfert. Ce dernier a fait usage d'arme blanche pour s'emparer de plus de deux cent mille FCFA que disposait la gérante du kiosque.

Malheureusement, le voyou a été alors surpris par la brigade de la police qui passait par là. « Le délinquant a reconnu les faits, il s'est servi d'un nouveau mode opératoire observé sur les réseaux sociaux. L'infraction est qualifiée d'un vol avec arme blanche perpétré au préjudice d'une tenancière d'un kiosque de transfert d'une société de téléphonie. Nous invitons ainsi la population à user le numéro 117 de la police pour dénoncer tous les éventuels fauteurs de troubles dans les départements du Kouilou et de Pointe-Noire », a-t-il indiqué.

La Rédaction

BANQUE DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE



REPUBLIQUE DU CONGO
Siege Social et Direction Nationale
BRAZZAVILLE

☎ 22.281.81.50 - 05.547.80.23 - 06.965.65.16
✉ : B.P. 126 - beacbzv@beac.int
Fax VSAT : 7082

COMMUNIQUE

La Direction nationale de la BEAC porte à la connaissance des commerçants, comités des marchés, pharmaciens et stations-services qu'elle organise à compter du lundi 16 mars 2020 une opération exceptionnelle d'échange des billets contre les pièces de monnaies de : 500 F CFA, 100 F CFA, 50 F CFA, 25 F CFA, 10 F CFA, 5 F CFA, 2 F CFA et 1 F CFA.

-Les opérateurs économiques précités sont priés de passer aux guichets de la BEAC tous les lundis, mercredis et jeudis de 8 h 15 à 12 h30.

-Leur attention est attirée sur le fait que les pièces de monnaie mises en circulation dans la CEMAC sont destinées à des fins de transactions économiques et financières et non à être utilisées comme jetons dans les machines à sous des salles de jeux de hasard.

Fait à Brazzaville, le 11 mars 2020

Le Directeur National.


Michel DZOMBALA

CORONAVIRUS

La Coupe du monde des clubs de la Fifa pourrait aussi être reportée

Avec les reports des phases finales de l'Euro et de la Copa America, la Fédération internationale de football association (Fifa) ne pourra peut-être plus gagner son pari d'organiser l'année prochaine, la Coupe du monde des clubs à vingt-quatre clubs.

La pandémie du coronavirus a paralysé le monde. Les compétitions sportives ne sont pas épargnées par les ravages de la maladie. Les championnats sont interrompus. Le bureau du conseil de la Fifa s'est réuni par téléconférence le 18 mars pour traiter les circonstances exceptionnelles causées par le coronavirus. La Fifa a-t-on appris, a entériné le report de ces deux compétitions et décidera plus tard des dates de la nouvelle coupe du monde des clubs de la Fifa.

« Le bureau du conseil de la Fifa a validé les nouvelles dates de la Copa America et de l'Euro qui se disputeront du 11 juin au 11 juillet 2021 », indique le communiqué. La programmation de la nouvelle coupe du monde des clubs serait décidée plus tard.

Le nouveau format de la Coupe du monde des clubs a été créé par la Fifa pour remplacer la

Coupe des confédérations qui se disputait une année avant la Coupe du monde. La première édition de la compétition à vingt-quatre clubs qui devrait se tenir du 17 juin au 4 juillet 2021 en Chine, ne se disputera théoriquement plus à la date mentionnée. La Fifa a donc trois options pour expérimenter son tournoi. Il s'agit de le maintenir l'année prochaine en changeant la date ou le décaler d'une ou deux années.

La veille de la téléconférence, le président de la Fifa avait dans son message précisé avoir reçu les demandes de la Conmebol et de l'Uefa afin de reporter la Copa América 2020 et l'Euro 2020 en juin-juillet 2021 « dans un cré-

neau autrefois réservé à la Coupe de la confédération de la Fifa et actuellement attribué à la nouvelle coupe du monde des clubs de la Fifa », soulignait-il.

L'interruption des championnats européens à cause du coronavirus a eu raison de la volonté des dirigeants de l'Uefa d'organiser la compétition cette année. L'Uefa a repoussé l'évènement l'année prochaine dans l'espoir de permettre aux championnats nationaux interrompus, ainsi que les deux compétitions majeures des clubs à savoir la Ligue des champions et la Ligue Europa d'aller à leur terme.

« Cette situation exceptionnelle

exige des mesures et décisions exceptionnelles. Cette crise affecte le monde entier, c'est pourquoi les solutions doivent tenir compte des intérêts de toutes les parties prenantes à travers le monde », a déclaré Gianni Infantino. Au cours de cette téléconférence, la Fifa a examiné d'autres cas. Elle a décidé de créer un groupe de travail commun avec les confédérations « qui contrôlera l'évolution de la situation, travaillera en étroite collaboration et conviendra d'une approche coordonnée afin de traiter les conséquences de cette pandémie. »

Sur les calendriers, la Fifa a décidé de veiller à ce que les solu-

tions adéquates soient trouvées à l'échelle mondiale pour les compétitions à tous les niveaux en tenant compte des besoins de toutes les parties prenantes tout en donnant la priorité absolue à la santé de tous les participants. Elle a décidé d'évaluer en ce qui concerne le transfert des joueurs la nécessité d'apporter des amendements ou d'intégrer les dispenses temporaires au règlement du statut et transfert des joueurs afin de protéger leur contrat et des clubs, et d'ajuster les périodes d'enregistrement des joueurs.

La Fifa s'est engagée à faire un don de dix mille dollars au Fonds de réponse solidaire de l'Organisation mondiale de la santé pour lutter contre le Covid-19, assurant par ailleurs qu'elle travaillera avec l'OMS pour veiller à ce que ces fonds soient utilisés pour la lutte contre le virus dans toutes les régions du monde.

James Golden Eloué

« Cette situation exceptionnelle exige des mesures et décisions exceptionnelles. Cette crise affecte le monde entier, c'est pourquoi les solutions doivent tenir compte des intérêts de toutes les parties prenantes à travers le monde »



COMMUNIQUE



Le président du Bureau exécutif national de l'Association des Anciens Enfants de Troupe du Congo rappelle à l'ensemble de la communauté des AET que le Gouvernement de la République a rendu publiques, depuis le samedi 14 mars dernier, trois déclarations consécutives à la détection du COVID-19 à Brazzaville.

En vue de se conformer aux mesures de prévention recommandées, le bureau de l'Association annonce les mesures suivantes :

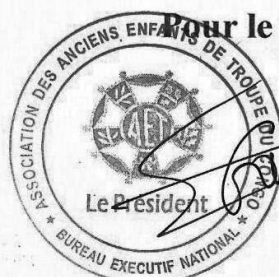
1. Report à une date ultérieure des échéances de l'Association et des activités qu'il a prévues ;
2. Suspension des rencontres sportives des différents clubs de l'Association ;
3. Suspension des réunions et autres rencontres de masse des promotions.

Par ailleurs, le bureau exhorte la communauté des AET à la stricte observation des mesures prescrites par le Gouvernement.

Protégeons-nous pour protéger les autres !

Fait à Brazzaville, le 19 mars 2020

Pour le président



AET René NGANONGO
Secrétaire général

LIGUE DE VOLLEYBALL DE BRAZZAVILLE

Des clubs rappelés à l'ordre

Dans une décision départementale, le président de la ligue de volleyball de Brazzaville, Simon Massamouna, entérine la mesure gouvernementale annonçant la suspension de toutes les compétitions sportives, demande à tous les clubs d'arrêter les séances d'entraînements.



Une séquence du match entre la DGSP et Kinda Odzoho, à l'ouverture des championnats départementaux de Brazzaville/Adiac

Les clubs qui n'appliquaient pas jusque-là la décision gouvernementale ont été ainsi recadrés par la ligue.

S'appuyant sur les statuts et le règlement de la ligue ainsi que sur la déclaration n°2 du gouvernement de la République du Congo relative à la pandémie du coronavirus, Simon Massamouna a demandé aux dirigeants des clubs de la respecter pour contrer la propagation de ce virus dans le pays. « Les bureaux exécutifs des clubs sont priés, par conséquent, de suspendre les séances d'entraînement de leur équipe », précise le document.

Les championnats départementaux (minimes, cadets, cadettes et seniors) mettaient aux prises trente-quatre équipes dans toutes les catégories (toute version confondue). Ils ont été lancés le 23 février, au gymnase Henri-Elende, et devraient prendre fin en mai prochain. Cette suspension prolongera et modifiera automatiquement le calendrier des compétitions. Cela aura un impact direct sur le championnat national, saison 2019-2020, comme c'est le cas dans toutes les fédérations sportives nationales. Les différents clubs qui, selon leurs programmes et disciplines respectifs, poursuivaient les entraînements ont été dans l'obligation de tout arrêter.

Le ministre des Sports et de l'Education physique, Hugues Ngouondélé a, dans un message lu le 18 mars, acté la déclaration du gouvernement n°2, prononcée par le Premier ministre, Clément Mouamba, et officialisé la suspension de toutes les compétitions sportives sur l'étendue du territoire national.

Rude Ngoma



LE RESEAU DES SMARTPHONES

KABA LISOLO

Chez Airtel, on offre 5 Giga
d'internet pour changer sa sim 3G
en 4G

***175#**



5GIGA GRATUIT

SIMI MASOLO



4G



BAGARREUSE PARTISAN D'UN GÉNÉRAL	OUTIL DE FORAGE TENDU	DIALECTE SOMMET	AMORPHE CHAÏRÉ	FRANCHIR LE PAS	QUANTITÉ COMPRIMENT	
	▼	▼	▼		▼	
JUSTIFIÉE ARBRES FRUITIERS				LIQUIDE		ÉLIMÉES
SALUT IMPÉRIAL ENLEVER		ATOME CHARGÉ		SIMPLE APPAREIL	APPRIS PONT À VENISE	▼
		COUTURES EN BLOC DOSE LIQUIDE		▼	▼	
OCIRE NOMBRE		▼	CIRE VÉGÉTALE DE MÊME			
		DÉPARTEMENT FRANÇAIS BROSSE À CHEVAUX	▼	PALPE ÎLE DE FRANCE		
RÉGION DU BRÉSIL	MASSIF PROVENÇAL ROMAN DE BARJAVEL	▼		▼		ANNEAU DE COR-DAGE
	▼		GREFFE HAUT NIVEAU		▼	ÉPUIÉE
VILLE DE LOMBARDIE	DIFFICILE ÂPRE		▼	MAUVAIS POUR LA SUITE TIRÉ AU CANON		▼
	▼		PRONOM PERSONNEL ÉTAÏN AU LABO	▼	POSSESSIF COLÈRE DU PASSÉ	
DOULEUR FICHERAI EN L'AIR		IL PASSE LE TEMPS PRONOM PERSONNEL	▼		▼	
		▼				
NON SIMULÉ			SUIT LE TITRE		DUPÉE	

MOTS MÊLÉS

N O N A F C V D I S K R I L L
 I E V I L A S T P V E R N I R
 A E R U G M U E A L E Z A N C
 R M L U K P C T U B I R T D A
 G P E R S I S E E Q L C J I R
 M L U U M N A L R V I O A V I
 U O N E P G O H H O E T I I B
 T I N O E E O T P L B D S D O
 O M A S I P L A M L I T N U U
 T U U N T S O U A E T C E E R
 C B E O T I E N C H U E T L A
 A L L C K C K L A H M F R E C
 F A R E L U D N O C E N O Y K
 F C H A R B O N E U Q I H T E
 H A G A R D A L C O O T E S T

- | | | |
|---|--|---|
| ALBUM
ALCOOTEST
ALEZAN
ANNUEL
ATHLETE
BEOTIEN
BITUME
CAMPBRE
CAMPING
CANOPEE
CARIBOU
CHARBON
CONSOEUR
DEVETU | EMPLOI
ETHIQUE
FACTOTUM
FALOT
FANON
GRAIN
HAGARD
HAIKU
HELLO
HORTENSIA
INDIVIDUEL
INFECT
KRILL | LESION
LOUKOUM
ONDULER
PELUCHE
RACKET
RUSTIQUE
SALIVE
SPECIMEN
TABLOID
TONSURE
TRIBU
VAGUE
VERNIR |
|---|--|---|

MOTS CASES • N°05

A

- 2 LETTRES**
EN - ET - GO - NI - OS - SE - TE - UN - UT
- 3 LETTRES**
ANE - BAI - ERE - GAI - GUE - GUS - NET - RHO - RTT - TEL - TER - TUE - USE
- 4 LETTRES**
ATRE - OTAN - PEAU - PRES - SEAU - TUBA - UNIR
- 5 LETTRES**
BEIGE - EBENE - EGOUT - ELEVE - ETANG - HEROS - HUTTE - NEIGE - NERVI - OTAGE - STAGE - THONS - TIRET
- 6 LETTRES**
AMANTS - ENTETE - GANSEE - HARENG - HARPON - LIASSE - PETREL - RESUME - RITUEL - TETENT

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°05 • • SUDOKU • GRILLE FACILE • N°05 •

		9		5	6	2							
8	5		9		2								8
	7	4		8		5							
5	6			9		4		2					
	4							8					
7		1		3				5	6				
		5		2				6	3				
			5		3			9	7				
		7	4	1		8							

9	3		2	6					8
			5			2			4
				4					
	6		7					5	
		8						1	
	2					3		6	
						3			
7		2				9			
5			8	7				1	6

EN PARTANT DES CHIFFRES REM-PLISSEZ LA PAGE DE TELLE SORTE QUE CHAQUE COLONNE DE 3 X 3 CONTIENNE UNE SEULE FOIS LES CHIFFRES DE 1 À 9

LA SOLUTION DE LA SEMAINE

SOLUTION
Le mot mystère est **artefact**

Mots casés

MOTS CASES N°04

V	A	C	C	I	N	G	E	L
E	R	R	E	O	U	R	L	E
R	I	A	N	T	E	A	I	T
G	A	N	T	U	R	S	S	
E	A	R	I	D	E	E	H	
R	E	E	N	S	A	O		
P	U	N	O	T	I	O	N	
R	A	N	G	E	M	U	T	
E	T	R	E	M	E	R	E	
P	E	A	U	A	S	D		
U	G	E	N	T	G	I	T	
T	R	I	O	E	I	L	H	
E	U	T	E	S	F	U	M	E

Mots fléchés

MOTS FLÉCHÉS • N° 04

E	E	T	P	H	P	A					
I	N	C	I	N	E	R	A	T	I	O	N
T	A	B	A	C	C	A	S	E			
M	A	R	I	T	A	H	I	T			
I	D	A	H	O	O	L	I	V	E		
O	L	A	E	R	A	I	L	L	E	S	
L	I	B	R	A	I	R	E	S	C		
T	E	E	N	U	L	U	E	H			
N	O	I	X	B	R	A	M	E			
P	A	T	R	E	C	A	N	O	S		
R	G	P	O	S	E	N	T				
A	D	D	I	T	I	F	B	A	I	L	
E	U	E	S	F	L	A	V	E			
M	U	R	A	B	R	I	T	E	E	S	
R	E	C	R	U	E	S	U	S	E		

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°04 • • SUDOKU • GRILLE FACILE • N° 04

2	9	8	4	1	6	7	5	3					
1	5	4	2	3	7	9	8	6					
6	7	3	8	9	5	2	1	4					
3	4	9	7	6	8	5	2	1					
8	2	7	1	5	4	6	3	9					
5	6	1	3	2	9	4	7	8					
9	3	6	5	8	2	1	4	7					
4	8	5	9	7	1	3	6	2					
7	1	2	6	4	3	8	9	5					

5	2	4	6	3	8	9	7	1
7	6	8	1	2	9	3	4	5
1	9	3	7	5	4	6	2	8
6	4	5	9	8	1	7	3	2
9	8	2	5	7	3	1	6	4
3	1	7	4	6	2	8	5	9
8	7	1	2	4	6	5	9	3
2	3	6	8	9	5	4	1	7
4	5	9	3	1	7	2	8	6

AGROALIMENTAIRE

Le Congo acte la création d'un laboratoire de contrôle-qualité des produits

Le Centre de recherches et d'initiations des produits de technologie (SCRIPT) a signé, le 19 mars à Brazzaville, un accord de partenariat avec l'Agence nationale de normalisation et de la qualité, en vue de la création d'un laboratoire d'analyse et de contrôle-qualité des produits agro-alimentaires au Congo.

Le laboratoire d'analyse et de contrôle-qualité des produits agro-alimentaires sera créé avec l'appui du Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE II), un projet cofinancé par la République du Congo et l'Union européenne (U.E). Cette structure technique servira à analyser, contrôler et certifier la qualité des produits agro-alimentaires d'origine congolaise ainsi que ceux importés, avant leur commercialisation sur le marché. A terme, ce laboratoire permettra au Congo de maîtriser et de combattre la vente des produits agro-alimentaires impropres à la consommation, en vente sur son sol, au profit des aliments de qualité supérieure répondant aux standards internationaux.

« L'Agence de normalisation a la responsabilité de piloter le système national de normalisation et de gestion de la qualité des produits. Il s'agit ici d'analyser et de certifier les produits alimentaires en priorité. L'Agence de normalisation va tout mettre en œuvre afin que les produits alimentaires congolais soient de bonne qualité, appréciés par tous, même au plan international », a souligné le directeur de l'Agence nationale de normalisation et de la qualité, Jean Jacques Ngoko Mouyabi.

Ainsi, pour permettre le bon fonctionnement de cet organe technique, le PRCCE lui fournira des équipements techniques appropriés, capables de détecter les produits alimentaires souillés et impropres à la consommation. « Pour que nos produits soient exportés partout en Afrique et dans le monde, nous devons commencer par les contrôler et certifier leur qualité. C'est une première étape qui fait partie d'un long processus devant impliquer aussi la formation des cadres », a précisé pour sa part, le directeur du Centre de recherches des produits de technologie (Cript), Gadget Michel Dzondo.

Firmin Oyé

QUARTIERS PRÉCAIRES

Les occupants du marché Sukisa appelés au calme

Certains commerçants sont mécontents suite à une opération d'indemnisation lancée dans le cadre du Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap). Lors d'une conférence de presse, le 19 mars, à Brazzaville, le responsable chargé de la communication du projet, Dan Horphet Ibiassi, a insisté sur le caractère légal de la procédure.

Selon lui, les compensations des vendeurs ont été soumises aux lois nationales conformément aux exigences de la Banque mondiale en fonction des vérifications et enquêtes effectuées en amont. Le plan d'action de réinstallation vise à réhabiliter le marché Sukisa, à Ouenzé, cinquième arrondissement de la capitale, avec un site de recasement.

Le choix du site de recasement a été fait de commun accord avec les occupants du marché. Situé à environ 100m du marché Sukisa, ledit site sera équipé par le projet Durquap. Les tables identifiées seront construites et disposées selon les zones des denrées du marché. L'espace ciblé sera aussi équipé en parasols pour lutter contre les intempéries, car le site de recasement n'aura pas de toiture.

« Les personnes compensées en réalité ne sont pas censées arrêter leurs activités mais plutôt continuer à exercer dans le site de recasement choisi. Nous demandons donc aux populations du marché Sukisa de noter qu'il ne s'agit pas seulement d'exproprier, mais aussi d'accompagner et aider les commerçants dans le déplacement du site actuel vers le nouveau », a expliqué Dan Horphet Ibiassi.

Il a ajouté que « le montant affecté à chaque personne a été attri-



Dan Horphet Ibiassi

bué selon la taille de l'activité et les pertes générées y compris le coup de déplacement vers le site de recasement ».

Faisant le point sur la compensation des personnes affectées, le projet Durquap a enregistré 192 plaintes et 63 d'entre elles ont répondu effectives. « Depuis que cette situation est arrivée, le projet avait décidé d'entretenir les personnes afin de trouver ensemble une solution convenable à tous. Tout a été fait dans la transparence », a précisé Dan Horphet Ibiassi.

Il a rappelé que le projet s'exécutera sur deux villes notamment

Brazzaville et Pointe-Noire. Pour chaque quartier 10km de voiries seront pavés. La première phase consiste à paver 5,5 km et la dernière les 4,5km restants. « Pour cela, nous avons recruté un

consultant pour identifier les pertes qui seraient engendrées dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Ces voies ont été choisies prioritairement par les populations qui habitent ces quartiers », a dit Dan Horphet Ibiassi.

A Brazzaville, 2469 personnes identifiées et enregistrées seront indemnisées notamment 908 personnes au quartier Moukondzi Nguouaka et 1561 à Sukisa tandis qu'à Pointe-Noire, 549 personnes seront compensées notamment 302 à Mboukou et 247 à Tchiniambi I.

Gloria Imelda Losslele

PATRIMOINE IMMATÉRIEL DE L'HUMANITÉ

La rumba sur la voie de l'inscription

Le comité national de la rumba de la République démocratique du Congo (RDC), dirigé par André Yoka Lye et le comité scientifique du Congo-Brazzaville, dirigé par Mfumu Fylla Saint-Eudes, ont rencontré le 18 mars, le ministre de la Culture et des arts du Congo, Dieudonné Moyongo, avec qui ils ont eu une séance de travail technique sur le processus d'inscription de la rumba au patrimoine immatériel de l'humanité.

Les deux Congo sont dans le processus d'inscription de la rumba sur la prestigieuse liste du patrimoine immatériel de l'humanité. Pour ce faire, il y a une synergie créée au niveau des experts et des spécialistes, et les deux parties sont montées en puissance jusqu'à mobiliser les autorités politiques.

C'est dans ce sens, qu'il y a eu un colloque méthodologique sur la rumba du 11 au 13 mars à Kinshasa au cours duquel le ministre du Congo-Brazzaville a rencontré son homologue de Kinshasa. Les deux parties ont arrêté un certain nombre de termes de référence technique, méthodologique pour arriver le plus rapidement possible au principe d'inscription de la rumba au patrimoine immatériel de l'humanité.

Il y a une feuille de route établie grâce au partenariat avec l'Unesco, qui leur a permis de répondre à un certain nombre de questions et des critères établis en vue de parvenir à une conclusion commune.

« Nous sommes à Brazzaville en commission technique pour voir avec nos collègues d'ici, dans quelle mesure répondre à ce formulaire que nous impose l'Unesco, et de voir quels sont les éléments



Une vue d'ensemble à la fin de la séance de travail (crédit photo/ADIAC)

qui sont à notre disposition. Il reste que la délégation congolaise vienne à Kinshasa pour amorcer le premier pas, qui est le formulaire de base. Après c'est tout le document qui accompagne, mais aussi les documents d'inventaire, les CD ou vidéos, la bibliographie qui accompagnent le dossier », a indiqué André Yoka Lye Mudaba.

La deuxième partie sera les annexes, et quand la délégation du Congo-Brazzaville ira à Kinshasa, les

deux parties vont valider tout cela. Il est prévu qu'au plus tard, le 26 mars, la candidature soit transmise à Paris, parce qu'elle doit être introduite avant le 31 mars.

Le chef de la délégation du comité national de la rumba de la RDC a remercié le ministre congolais de la Culture et des arts pour son appui. Quand la rumba deviendra un élément du patrimoine immatériel de l'humanité, a-t-il dit, elle pourrait faire raisonner, au sens de son, une

sorte de force de frappe de ce que ces deux pays ont comme coexistence pacifique.

« Nos pays post-conflits ont besoin d'autres images positives. La rumba elle-même en tant que patrimoine pourra acquérir une attention plus forte de la part des organisations partenaires, mais aussi de la part des créateurs au niveau national. Les politiques culturelles consacrées à la musique pourront être consolidées,

notamment les industries créatives, la consolidation des organismes des droits d'auteur, la synergie corporative entre musiciens, ... Tout cela est un moment d'incitation, d'alerte », a déclaré André Yoka Lye Mudaba.

Pour Mfumu Fylla Saint-Eudes, du comité scientifique du Congo-Brazzaville, l'inscription de la rumba au patrimoine immatériel de l'humanité est importante, parce que sur les 427 éléments qui figurent dans le patrimoine, l'Afrique centrale n'a que deux éléments. Un élément du tambourinaire du Burundi et la musique polyphonique des Pygmées de la Centrafrique.

« A priori, nous allons avec un préjugé favorable pour inscrire la rumba. Et cette inscription va permettre de mieux la faire connaître et de booster le tourisme. Les pays comme Cuba ont créé un réseau touristique de la rumba cubaine. Nous pouvons faire la même chose... Nous sommes en train de peaufiner le document unique qui sera envoyé à l'Unesco. C'est de bonne augure, je pense que tout cela va bien se passer », a-t-il indiqué.

Bruno Okokana